

Rapport Annuel 2022



**BANQUE ARABE
POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE**

Accroître l'efficacité institutionnelle ■
pour renforcer l'impact sur le développement ■■



Table des matières

› Lettre du Président du Conseil d'Administration.....	5
› Mot du Directeur Général.....	6
› Brève présentation de la BADEA	5
› Évolutions et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2022	12
› Nombres et indicateurs de l'année 2022	16

Chapitre 1 : Pleins Feux sur l'Année 2022

› Total des engagements en 2022.....	20
› Domaines prioritaires de la stratégie 2030 de la BADEA.....	21
› Financement conjoint	24
› Des infrastructures résilientes vers une croissance globale et un développement durable	25
› Soutenir le secteur de la santé pour un citoyen en bonne santé, capable de participer au développement durable	26
› Bâtir des villes et des communautés durables.....	26
› Des solutions de développement complètes et innovantes pour de multiples défis	27
› L'éducation est l'un des outils les plus puissants pour lutter contre la pauvreté.....	28
› Promotion des opportunités pour les jeunes et les femmes à travers l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises.....	29
› Initiative pour relever les défis de la sécurité alimentaire en Afrique.....	29

Chapitre 2 : Améliorer l'efficacité institutionnelle pour renforcer l'impact sur le développement

› Augmentation du capital de la BADEA.....	32
› Cote de crédit.....	32
› Renforcer la gouvernance d'entreprise.....	33
› Renforcer les mécanismes de suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des projets	34
› La responsabilité sociale, l'environnement et la gouvernance.....	35
› Le capital humain.....	35

Annexes

› Résumé des opérations approuvées en 2022.....	38
---	----

Message du Président du Conseil d'Administration

Chers lecteurs

Al salam Alikum

J'ai le plaisir et la fierté de remettre entre vos mains le rapport annuel sur les activités de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) au cours de l'année 2022, en particulier pour ceux qui sont concernés par l'activité de la BADEA dans les régions arabe et africaine et ceux qui s'intéressent à l'œuvre de développement au niveau mondial.

Le rapport contient une présentation complète des activités et des réalisations les plus importantes, mettant en exergue certains projets et opérations de la plus haute importance et d'un impact tangible. Le rapport présente également les mesures qui ont été prises pour accroître l'efficacité institutionnelle afin d'améliorer l'impact des interventions sur le développement dans les pays bénéficiaires, dans le cadre de la stratégie 2030 de la BADEA ainsi que les projets du secteur public et les opérations du secteur privé, du commerce et du développement des capacités approuvés au cours de l'année.

Avec mes compliments et ma haute considération

Dr Fahd Bin Abdallah Al-Dawsari

Président du Conseil d'Administration



» Mot du Directeur Général

«L'obtention par la banque d'une notation de crédit remarquable pour la première fois ouvre de larges perspectives pour mobiliser des ressources sur les marchés mondiaux au profit du développement de l'Afrique ».



Cher lecteur

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique continue d'avancer et de jouer un rôle pionnier et central dans le renforcement de la coopération arabo-africaine et de contribuer à la prospérité du continent et au bien-être de ses citoyens. Nous sommes extrêmement fiers des précieuses réalisations qu'elle a accomplies à l'approche de l'âge de célébrer son jubilé d'or, grâce au soutien, aux avis judicieux et aux conseils avisés de Leurs Excellences les Gouverneurs et de leurs Excellences le Président et les membres du Conseil d'administration, et aux efforts appréciés qui ont été déployés par les employés de la BADEA chacun à son niveau, afin de développer ses activités et de la faire progresser

Les résultats des activités de la BADEA obtenus en 2022 ont été très satisfaisants, car la portée de ses opérations s'est élargie pour couvrir la plupart des pays bénéficiaires dans diverses régions du continent, et elles sont toutes cohérentes et compatibles avec les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda de l'Afrique 2063. L'une des décisions les plus importantes prises au cours de l'année qui affectera directement l'augmentation des engagements annuels année après année, est l'augmentation du capital autorisé de 376 %, passant de 4,2 milliards de dollars américains à 20 milliards de dollars américains, dont 10 milliards sont souscrits et 5 milliards libérés. L'approbation de cette importante augmentation est la meilleure preuve du fort soutien dont la BADEA bénéficie de la part des États membres, en tant qu'outil efficace de soutien à la coopération économique et technique entre les régions arabe et africaine.

Permettez-moi - chers lecteurs - de vous informer brièvement des mesures et décisions les plus importantes qui ont été prises au cours de l'année 2022, à partir desquelles nous espérons un avenir brillant pour la BADEA, assurant la pérennité de ses opérations et consolidant davantage sa position parmi les institutions régionales et internationales de financement du développement.

Le financement approuvé par la BADEA en faveur des pays bénéficiaires en 2022, d'un montant dépassant deux milliards de dollars américains, couvre des opérations de développement qui s'inscrivent dans les domaines prioritaires de la stratégie 2030, parmi lesquels l'investissement

dans les infrastructures, le développement des chaînes de valeur agricoles, le développement du commerce et du secteur privé et la promotion de l'entrepreneuriat et des petites entreprises et le développement des capacités. Vous pouvez trouver les détails dans les pages de ce rapport.

La BADEA a adopté une gestion renforcée des risques, en établissant des principes de base sélectifs dans l'exercice de ses activités et en évitant tout ce qui pourrait nuire à sa réputation. Dans ce contexte, elle adopte une méthode de suivi, d'analyse et d'évaluation des risques basée sur des politiques de gestion constamment mises à jour.

Parmi les changements que la BADEA a connus également, il y a la transformation numérique pour améliorer la qualité des performances. Un plan a été élaboré pour adopter des systèmes numériques qui lui permette de suivre le rythme des technologies bancaires, des systèmes de communication modernes et des technologies de l'information. La BADEA poursuit la mise en œuvre de son plan de transformation numérique, en développant ses activités et ses services en ajoutant de nombreuses fonctionnalités techniques innovantes qui permettront aux collaborateurs et aux parties prenantes d'effectuer des transactions de manière rapide, flexible et sécurisée.

En 2022, la BADEA a obtenu une excellente notation de crédit Aa2 de Moody's Investors Service avec une perspective positive, et une notation de crédit AA de S&P Global Ratings avec une perspective qui reflète la situation financière solide et la liquidité élevée dont bénéficie la Banque ainsi que le fort soutien dont elle bénéficie de la part des États membres. Ces classifications renforceront la capacité de la BADEA à mobiliser des ressources financières à des taux compétitifs et dans des monnaies alternatives, et à émettre des garanties solides pour développer un commerce efficace entre les régions arabes et l'Afrique, qui compte parmi les marchés prometteurs pour les produits et exportations arabes.

À cet égard, je ne peux manquer de souligner la contribution de la BADEA aux côtés des institutions du Groupe Arabe de Coordination dans deux initiatives uniques en 2022 qui s'inscrivent dans le cadre de ses intérêts et priorités en matière de lutte contre la pauvreté, d'approvisionnement alimentaire et de maintien d'un environnement sûr, propre, sain et durable, comme elles reflètent l'utilité et l'importance de l'alliance stratégique dans la recherche de solutions efficaces aux défis. La première initiative concerne la sécurité alimentaire, pour laquelle le groupe a alloué 10 milliards de dollars, tandis que la seconde initiative a été consacrée au financement climatique avec une enveloppe financière de 24 milliards de dollars.

En conclusion, je voudrais souligner que la BADEA reste déterminée à soutenir les pays bénéficiaires, en mobilisant et en fournissant le financement nécessaire à la mise en œuvre de leurs plans et programmes de développement, et qu'elle est prête à les accompagner pour faire face aux défis de développement existants et aux crises émergentes. Elle poursuivra également ses efforts pour améliorer ses capacités opérationnelles, suivre et évaluer l'impact de ses opérations sur le développement et l'environnement, et se coordonner avec les partenaires de développement afin de réaliser la vision stratégique 2030 de la BADEA.

Dr Sidi Ould Tah

Directeur Général



Brève présentation de la BADEA

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique est une institution financière internationale indépendante détenue par dix-huit (18) pays arabes qui ont signé son accord de création en février 1974. Depuis le début de ses activités de financement en mars 1975, la BADEA s'emploie à établir et à renforcer des ponts de coopération entre les régions arabe et africaine à travers ses opérations diversifiées couvrant 44 pays non arabes d'Afrique subsaharienne.

Les principales missions de la BADEA sont de contribuer au financement du développement économique des pays africains et de leur fournir l'assistance technique nécessaire, et d'encourager la participation des capitaux arabes au développement de l'Afrique à travers les échanges commerciaux et l'investissement.

› Le Conseil des Gouverneurs

C'est l'autorité suprême de la BADEA et elle se compose d'un gouverneur et d'un suppléant pour chaque État membre, et les gouverneurs sont pour la plupart les ministres des finances de leur pays. Le Conseil des gouverneurs a tous les pouvoirs et peut déléguer tout ou partie de ces pouvoirs au Conseil d'administration, à l'exception de ceux qui sont exclus par les statuts.

Le Conseil des Gouverneurs en 2022

S.E Dr Mohamed Mahmoud El Asas Ministre des Finances Royaume Hachémite de Jordanie	S.E M. Sultan Bin Salem El Habsi Ministre des Finances Sultanat d'Oman
S.E M. Mohamad bin Hadi Al Hussein Ministre d'Etat des Affaires Financières Etat des Emirats Arabes Unis	S.E Dr Nabil Qassis Président du Conseil d'Administration de l'Autorité Palestinienne du Marché des Capitaux Etat de Palestine
S.E Cheikh Salman Khalifa Al Khalifa Ministre des Finances et l'Economie Nationale Royaume du Bahrein	S.E M. Ali Bin Ahmed Al kouari Ministre des Finances Etat du Qatar
S.E M. Samir Said Ministre des Finances et du Planification République de Tunisie	S.E M. Abdelwahab Mohamad Rashid* Ministre des Finances Etat du Koweït
S.E M. Ibrahim Jamal Kissali* Ministre des Finances République Algérienne, Démocratique et Populaire	S.E Dr Youssouf Khalil Ministre des Finances République du Liban
S.E M. Mohamad Bin Abdallah Al Jadaan Ministre des Finances Royaume d'Arabie Saoudite	S.E Dr Khaled Al Mabrouk Abdallah Ministre des Finances Etat de Lybie
S.E Dr Jibril Ibrahim Mohamad Ministre des Finances et de la Planification Economique République du Soudan	S.E Dr Rania Al Mashat Ministre de la Coopération Internationale République Arabe d'Egypte
S.E Dr Mamoun Hamdan Ministre des Finances République Arabe de Syrie	S.E Mme Nadia Fatah Al Alaoui Ministre de l'Economie et des Finances Royaume du Maroc
S.E M. Ali Abdel Amir Allaoui Ministre des Finances République d'Iraq	S.E M. Isselmou Ould Mohamed Mbadi* Ministre de l'Economie et des Finances République Islamique de Mauritanie

* La représentation au sein du Conseil des Gouverneurs a été modifiée au cours de l'année 2022, puisque l'Etat du Koweït était représenté par Son Excellence M. Khalifa Musaed Hamadeh jusqu'en février 2022, et la République Algérienne Démocratique et Populaire était représentée par Son Excellence M. Abdel Rahman Rawia jusqu'en juillet 2022, et la République Islamique de Mauritanie était représentée par Son Excellence M. Muhammad Al-Amin Ould Al-Dhabbi jusqu'en mars 2022.

› Le Conseil d'Administration

Il est composé de onze membres et dispose des prérogatives nécessaires à la gestion de la BADEA, à l'exception de ceux qui sont exclusives au Conseil des gouverneurs. Les neuf états qui ont le plus contribué au capital de la BADEA disposent d'un siège permanent au Conseil d'Administration, tandis que le reste des membres participe à la sélection des deux membres non permanents. Le mandat des membres du Conseil est de quatre ans, renouvelable, et le Président du Conseil est élu pour une période de deux ans, renouvelable.

Le Conseil d'Administration en 2022

PRESIDENT

S.E Dr Fahd Bin Abdallah Al Dawsari
Royaume d'Arabie Saoudite

Membres

S.E M.Faysal Al Mansouri Etat des Emirats Arabes Unis	S.E M.Mohamed Al Fadel Hasboun* République de Tunisie
S.E M.Boujemaa Ghanem* République Algérienne Démocratique et Populaire	S.E Khaled Salah Eddin Mourad République d'Iraq
S.E Dr Abdel Aziz Mohamed Al Hani Sultanat d'Oman	S.E M. Ahmad Saleh Al Mouhanadi Etat du Qatar
S.E M.Abdallah Khalil Al Mousaibih Etat du Koweït	S.E M. Abou Bakr Mohamed Al Jafal Etat de Lybie
S.E M. Tariq Charaoui République Arabe d'Egypte	S.E M. Al Hassan Eddez Royaume du Maroc

› Le Directeur Général

Il est nommé par le Conseil des Gouverneurs, qui le choisit en dehors du Conseil d'administration. Le Directeur Général est le représentant légal de la Banque, et le fonctionnaire exécutif le plus élevé et qui chargé de conduire toutes les affaires sous le contrôle du conseil d'administration conformément aux statuts et règlements et aux directives du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration.

Directeur General

S.E Dr Sidi Ould Tah

République Islamique de Mauritanie

* La représentation au sein du Conseil d'Administration a été modifiée au cours de l'année 2022, puisque la République Tunisienne était représentée par Son Excellence Mme Atef El Jamousi jusqu'en mai 2022, et la République Algérienne Démocratique et Populaire était représentée par Son Excellence M Ibrahim Jamal Kasali jusqu'en août 2022.



Développements et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2022

Le Fonds monétaire international estime que le taux de croissance en 2022 a ralenti à 3,6 % en Afrique subsaharienne, car la hausse enregistrée du niveau des prix du pétrole et des denrées alimentaires au niveau mondial a contribué à déstabiliser les équilibres économiques d'un nombre important de pays de la région, à un moment où ces pays venaient tout juste de sortir de la crise liée à la pandémie de Corona. Le taux d'inflation dans la région a atteint environ 15,5 %, soit le taux le plus élevé enregistré depuis 2000.

Les Seychelles ont enregistré le taux de croissance le plus élevé de

%10,9



L'économie de la région a également été affectée négativement par la faible croissance des échanges commerciaux résultant du ralentissement de l'économie mondiale. De même, le durcissement des politiques monétaires et le durcissement des conditions de financement - dans le cadre de la lutte contre l'inflation au niveau mondial - ont eu un grand impact sur l'activité économique. La sortie des capitaux s'est accélérée et a atteint des niveaux similaires à ceux enregistrés lors de la pandémie de Corona en 2020, ce qui a entraîné des pressions qui ont affecté le taux de change des monnaies locales, qui s'est considérablement détérioré dans de nombreux pays de la région, comme le Ghana, dont la monnaie a perdu environ 50% de sa valeur par rapport au dollar américain depuis le début de 2022.

Parmi les pays qui ont enregistré les taux de croissance les plus élevés figuraient les Seychelles (10,9%), le Niger (6,7%) et le Soudan du Sud (6,5%), tandis que les pays enregistrant les taux de croissance les plus faibles comprenaient le Malawi (0,9%), la République centrafricaine (1,5 %), et Sao Tomé-et-Principe (1,4 %). Il convient de noter que la croissance enregistrée du revenu par habitant en Afrique subsaharienne n'a pas dépassé 0,7 %, soit environ 1,5 % de moins qu'elle ne l'était en 2019 avant la pandémie.

Le taux de croissance économique dans les pays de la région riche en pétrole et en minéraux a atteint environ 4,5%, la hausse des prix au niveau mondial ayant contribué à la sortie d'un certain nombre de pays de la phase de récession économique, comme le Tchad, la République du Congo et la Guinée équatoriale, tandis que le taux de croissance enregistré en Angola et en Guinée s'est renforcé. Le taux de croissance du Nigeria, qui est la plus grande économie de la région, a diminué en raison de la baisse continue de sa production pétrolière, qui a atteint des niveaux bas jamais vus dans le pays depuis près de 50 ans. En Afrique du Sud, la deuxième plus grande économie, le taux de croissance a chuté à 2 % en raison de l'impact de la crise de l'électricité dans le pays sur le secteur industriel et des effets négatifs des inondations dévastatrices dans la région du KwaZulu-Natal.

Dans le reste des pays de la région qui ne sont pas classés comme pays riches en pétrole ou en minéraux, le taux de croissance a atteint environ 3,9 %, les taux de croissance étant tombés dans la plupart de ces pays à des taux bien inférieurs aux niveaux atteints dans le passé et ne dépassait pas 3,6 % au Burkina Faso, 2,5 % au Mali et 3,5 %, au Ghana et 3,8 % en Éthiopie. Le Niger a constitué une exception dans ce groupe, car son taux de croissance a augmenté de manière significative en 2022, atteignant 6,7 %. Cela est dû à la croissance du secteur agricole après une grave sécheresse dans le pays en 2021, ainsi qu'à un certain nombre de projets d'infrastructure en cours. En outre, le taux de croissance à Maurice et aux Seychelles a augmenté à 6,1 % et 10,9 %, respectivement, en raison de la poursuite de la reprise du secteur du tourisme après le recul de la pandémie.

%4,5

Le taux de croissance des pays de la région riches en pétrole et en minéraux



Au niveau des blocs régionaux, le Fonds monétaire international estime que le taux de croissance a atteint 3,8% dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, 4,9% dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine et 3,7% dans la Communauté Economique et Monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest. Le taux de croissance a également atteint 4,9% dans le Groupe de l'Afrique de l'Est et 4,5% dans les pays d'Afrique subsaharienne relevant du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, alors qu'il n'a pas dépassé 2,2% dans les pays de l'Union douanière d'Afrique du Sud et 3 % dans la Communauté de développement sud-africaine.

%4,9

Le taux de croissance le plus élevé atteint au niveau des blocs régionaux



Le taux d'inflation n'a pas dépassé 5% dans dix pays africains, dont la plupart sont situés à l'ouest et au centre du continent, et dont les devises ont un taux de change fixe avec l'euro. Alors que le nombre de pays dans lesquels le taux d'inflation a atteint un nombre à deux chiffres ou plus a atteint 21 pays, et cela s'explique par la hausse des prix des matières premières au niveau mondial et la baisse du taux de change des monnaies locales, en plus de la sécheresse qu'ont connue certains pays de la région.

L'inflation a contribué de manière significative à l'aggravation du problème de la sécurité alimentaire, car la nourriture représente environ 40% des dépenses de la population, et les estimations de la Banque Mondiale à cet égard indiquent que le nombre de la population de la région souffrant d'insécurité alimentaire est passé de 120 millions de personnes en 2021 à 140 millions de personnes en 2022, et les crises alimentaires sont de plus en plus fréquentes en raison du changement climatique.

Le volume de la dette extérieure
767 milliards de dollars

Le déficit du compte courant de la balance des paiements en Afrique subsaharienne est passé à 1,7% du PIB pour l'année 2022, en raison de l'augmentation de la valeur des importations d'environ 18% et la croissance des envois de fonds des migrants a été négative, affectée par l'inflation et le ralentissement du taux de croissance de l'économie mondiale. Le volume de la dette extérieure de la région a augmenté - la même année - d'environ 3,5 %, pour atteindre 767 milliards de dollars, soit environ 39,7% du produit intérieur brut, alors que le service de la dette extérieure a augmenté pour atteindre 16,5% du revenu total des pays africains, ce qui s'explique par l'augmentation du volume des emprunts extérieurs du secteur privé, notamment les obligations émises en devises fortes.

Fin 2022, le nombre de pays africains classés comme pays en crise d'endettement a atteint 7 pays (Tchad, Congo, Mozambique, Zambie, Malawi, Sao Tomé et Príncipe et Zimbabwe). Le nombre de pays classés comme présentant un risque d'endettement élevé a atteint 12 (Burundi, Cameroun, Afrique centrale, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Malawi, Sierra Leone, Soudan du Sud et Zambie), et 16 pays ont été classés comme présentant un risque moyen (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Congo démocratique, Côte d'Ivoire, Guinée, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo et Ouganda), et ceux qui ont des programmes de financement avec le Fonds Monétaire International s'élèvent à 23 pays.

Le durcissement des politiques monétaires au niveau mondial a conduit à un resserrement significatif des conditions de financement, en particulier dans les pays en développement et émergents. En Afrique subsaharienne, la différence entre les rendements des obligations émises par les pays de la région en devise forte et les rendements des obligations souveraines des économies avancées a dépassé 7 points pour les deux tiers des obligations émises en 2022. Dans certains pays, cet écart a atteint 12 points, alors qu'il ne dépassait pas 6 points pour les obligations qui ont été émises en 2021. Et si l'on ajoute à ces conditions de financement la hausse du taux de change du dollar, cela augmentera les risques liés à la soutenabilité de la dette dans la région, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise des prix élevés du pétrole et des denrées alimentaires.

23 pays africains

actuellement, disposent de programmes de financement avec le Fonds monétaire international



de la population de la région sont menacés de famine

%12

Le taux de croissance devrait légèrement s'accélérer en 2023 pour atteindre 3,7% en Afrique subsaharienne, et le taux d'inflation baisser à 10,1%. Malgré la croissance attendue, le taux de revenu par habitant ne dépassera pas le niveau où il était en 2019 avant la pandémie.

Parmi les défis les plus importants auxquels les pays africains pourraient être confrontés en 2023 figurent ceux liés à la sécurité alimentaire, car les statistiques indiquent qu'environ 12% de la population de la région sont menacés de famine. Cela s'ajoute aux défis liés aux politiques monétaires pour faire face à l'inflation sans entraver la croissance, et aux politiques budgétaires, vus les niveaux record de la dette extérieure et des conditions de financement.

Il convient de noter que les prévisions de croissance dans la région resteront étroitement liées à l'évolution des politiques monétaires au niveau mondial pour lutter contre l'inflation, et à celles de la guerre russo-ukrainienne, qui pourrait continuer à affecter les prix du pétrole et des denrées alimentaires.

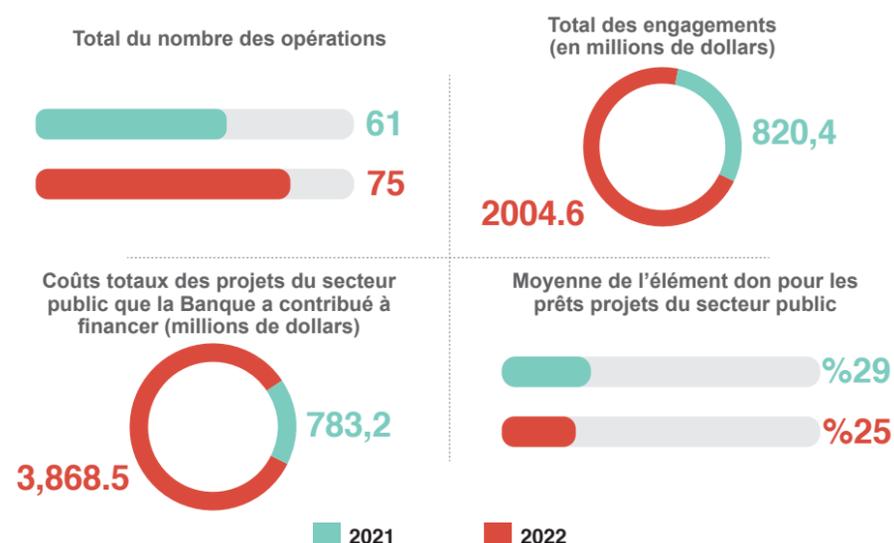
Nombres et indicateurs

2022

Les Indicateurs des Activités Financiers de la BADEA (2021 – 2022)

	2021	2022
Total des engagements (en millions de dollars)*	820,4	2004.6
Prêts du secteur public	319,0	885,5
Lignes de financement du commerce	336,5	688,6
Prêts du secteur privé	155,0	418,3
Subventions de renforcement des capacités	9,9	12,2
Total du nombre des opérations	61	75
Projets du secteur public	9	16
Opérations du secteur privé	6	10
Operations de financement du commerce	6	9
Operations de renforcement des capacités	40	40
Moyenne de l'élément don pour les prêts projets du secteur public	29%	25%
Coûts totaux des projets du secteur public que la BADEA a contribué à financer (en millions de dollars)	783,2	3,868.5

* Le dollars dans ce rapport est le dollar américain.



Engagements annuels nets de la BADEA (1975 – 2022)

Millions de dollars

Année	Engagements nets	Année	Engagements nets
1974	-	1999	95,700
1975	68,033	2000	113,798
1976	56,823	2001	101,292
1977	64,226	2002	132,050
1978	48,601	2003	118,353
1979	41,916	2004	135,772
1980	48,066	2005	135,418
1981	41,284	2006	151,741
1982	48,180	2007	159,580
1983	62,120	2008	159,377
1984	43,178	2009	178,772
1985	35,785	2010	178,783
1986	36,937	2011	194,544
1987	28,604	2012	168,965
1988	49,151	2013	178,446
1989	53,618	2014	194,427
1990	32,565	2015	270,247
1991	34,613	2016	340,355
1992	54,157	2017	350,803
1993	42,332	2018	484,359
1994	55,998	2019	493,949
1995	73,000	2020	702,499
1996	78,467	2021	817,442
1997	76,536	2022	1,311,057
1998	69,422		
TOTAL: 8,411,341 millions de dollars			



Chapitre 1 ▶

Pleins Feux Sur L'annee 2022



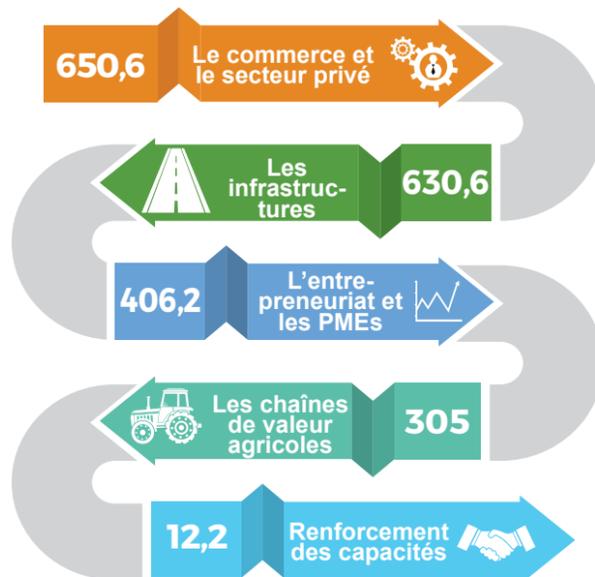
Les Engagements pour 2022

Les engagements de la BADEA en 2022 ont atteint 2004.6 millions de dollars et dépassé, pour la première fois, les 2 milliards de dollars. Ils ont couvert le financement de 75 opérations de développement qui ont contribué à relever les défis économiques et de développement sans précédent en Afrique subsaharienne. Ces engagements ont été fournis à travers les trois guichets de prêt de la BADEA comprennent le secteur public, le secteur privé et le financement du commerce, en plus du guichet des subventions destiné au développement des capacités.



Les engagements selon les Prioritaires Stratégiques

2004.6 millions \$



Les opérations ont été réparties selon le cadre des cinq domaines prioritaires de la stratégie 2030 de la BADEA, qui comprennent l'investissement dans les infrastructures, le développement des chaînes de valeur agricoles, le développement du commerce et du secteur privé, la promotion de l'entrepreneuriat et des PME et le développement des capacités. L'année a été marquée par un saut qualitatif grâce aux investissements dans les infrastructures et aux opérations qualitatives innovantes dans le domaine du logement social, les initiatives pour la sécurité alimentaire et le développement des chaînes de valeur agricoles, en plus du développement des capacités des pays bénéficiaires à faire face aux défis climatiques.

Nous avons également réalisé une intervention qui a été la première du genre pour financer des programmes d'appui budgétaire, et nous avons travaillé pour améliorer et accroître l'efficacité institutionnelle afin d'obtenir l'impact sur le développement attendu des diverses interventions de la BADEA dans les pays bénéficiaires.

Domaines Prioritaires de la Stratégie 2030

1. Investir dans les infrastructures

Le financement d'infrastructures de la BADEA s'est élevé à 630,6 millions de dollars, couvrant des projets routiers très importants qui ont un impact significatif sur le désenclavement et la facilitation de la circulation des personnes et des marchandises, ainsi que des projets visant à fournir l'énergie et à améliorer la qualité des infrastructures essentielles de la santé et de l'éducation et du secteur du logement social.

Au cours de l'année 2022, la BADEA a également commencé à financer un nouveau type de projets qui mettent en évidence sa flexibilité face à l'évolution des besoins de financement et des conditions économiques des pays bénéficiaires, à travers le programme d'appui budgétaire du secteur de la santé et de développement des infrastructures en République du Gabon, dont l'impact sur le développement se reflétera dans la fourniture de services de santé de base et dans l'amélioration de la capacité de suivi des indicateurs de santé, ainsi que dans l'augmentation des investissements étrangers dans les infrastructures du pays.





2. Développer les chaînes de valeur agricoles

La BADEA a accepté d'allouer 305 millions de dollars pour financer des projets visant à assurer la sécurité alimentaire et à augmenter les revenus des familles productives et ainsi réduire la pauvreté multidimensionnelle, en développant les chaînes de production et en fournissant des ressources pour importer des engrais et des intrants agricoles. Elle n'a pas non plus négligé de soutenir les institutions de recherche dans le domaine de la production de semences, de l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation et de l'accès aux intrants et technologies agricoles. Dans le domaine de la valorisation des exportations agricoles africaines, la BADEA a contribué au financement du soutien aux exportations stratégiques du cacao, dont le continent africain contribue à environ 60 % de sa production mondiale.



3. Développer le commerce et le secteur privé

Convaincue du rôle efficace du secteur privé dans l'accélération du développement et de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la création d'opportunités d'emploi, la BADEA a fourni des financements importants pour renforcer la capacité du secteur privé à faire face aux conditions économiques internationales actuelles et à accroître la valeur ajoutée de l'économie nationale. Les opérations comprenaient le soutien à la production d'électricité, l'amélioration du processus de transport du pétrole brut destiné à l'exportation et le soutien au raffinage du pétrole brut et à la production de dérivés pétroliers. En plus de l'octroi de crédits que les banques nationales peuvent prêter à nouveau aux bénéficiaires du secteur privé.

Les interventions de la BADEA se sont développées pour élargir le domaine des échanges commerciaux entre les pays arabes et les pays africains et le commerce intra-africain. Les opérations approuvées contribuent à l'importation de produits pétroliers, d'engrais et d'intrants agricoles en provenance des pays arabes et soutiennent l'importation et l'exportation de produits et de matières premières stratégiques entre les pays africains.

Le domaine prioritaire du commerce et du secteur privé a reçu 650,6 millions de dollars.

4. Promouvoir l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat en Afrique étant considérés comme un facteur essentiel du progrès des économies nationales, notamment rurales, et ils garantissent l'inclusion financière. La BADEA a fourni 406,2 millions de dollars aux institutions financières locales et régionales pour qu'elles jouent leur rôle dans le financement des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs, car ils sont parmi les plus grands pourvoyeurs d'opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes.

La BADEA a également organisé un forum pour les entrepreneurs africains à Kampala, en Ouganda, pour échanger expertise et expériences.



Allocations des Capacités (1975-2022)



5. Développement des capacités

Le développement des capacités au profit des pays africains est réalisé à travers le financement d'études de faisabilité financière et économique pour les projets de développement et des opérations d'appui institutionnel, comprenant une grande variété d'activités, telles que l'organisation de sessions de formation pour développer les capacités des cadres africains dans diverses spécialisations et l'envoi d'experts dans les pays bénéficiaires pour fournir leurs services spécialisés. L'appui institutionnel peut aussi porter sur l'organisation d'événements visant à renforcer la coopération arabo-africaine, en encourageant l'investissement et les échanges commerciaux, mais aussi le financement de programmes et d'initiatives liés à la santé et aux moyens de subsistance des populations africaines, en plus de l'aide apportée aux pays pour faire face aux crises sanitaires d'urgence.

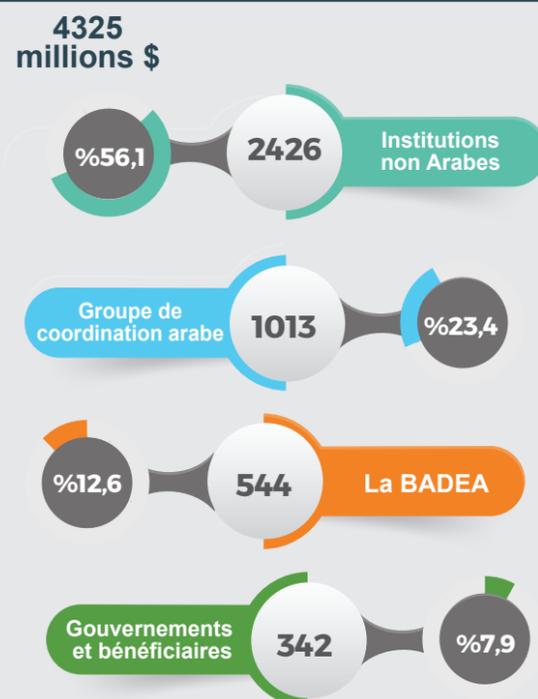
En 2022, la BADEA a financé 40 opérations pour un montant de 12,2 millions de dollars. Elles visent à développer les capacités d'institutions gouvernementales et non gouvernementales, des institutions régionales et des organisations de la société civile dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Le Financement conjoint

La BADEA attache une grande importance au financement conjoint avec les institutions financières (notamment arabes) actives dans les pays qui bénéficient de son aide, en raison des possibilités de financement qu'offre cette approche pour les opérations à coût élevé soumise par les pays.

Dans ce cadre, la BADEA a participé au financement de 6 projets de développement sur 16 projets approuvés en 2022, et au financement de deux opérations du secteur privé et du commerce.

Financement Conjoint en 2022



Des infrastructures résilientes pour évoluer vers une croissance verte, globale et durable

L'impact attendu



Le but direct de nos investissements dans les infrastructures est de faciliter la vie du citoyen africain. La présence de routes, de ponts, d'aéroports, d'hôpitaux, d'écoles et de ressources en eau et en énergie avancées et efficaces contribue nécessairement directement à améliorer la qualité et la qualité des services sociaux de base, et contribue également indirectement à soutenir la croissance économique.

Conscients que la fourniture de ressources financières représente l'un des plus grands obstacles face aux exigences de réduction du déficit d'infrastructures dans les pays bénéficiaires, nous avons alloué en 2022 un montant de 630,6 millions de dollars à ce domaine stratégique vital, sachant que ce domaine a toujours retenu l'attention de la BADEA et a reçu la plus grande part de ses allocations depuis le début de ses activités en 1975.

Renforcer le commerce et la compétitivité : Nos projets cette année se sont concentrés sur l'aide à de nombreux pays africains pour surmonter le problème de l'enclavement dû au manque de réseaux routiers et de ponts, que ce soit au niveau national ou régional. Les projets de transport de toutes sortes, lorsqu'ils sont solides et innovants, contribuent à renforcer la compétitivité commerciale et économique des pays ou de la région grâce à la fluidité des échanges et du transport des biens et services et à la réduction des coûts logistiques, ce qui crée un environnement plus attractif pour les investissements étrangers. Nos projets contribuent également à rendre la circulation plus fluide et plus sûre et à réduire le temps de transport des voyageurs et à faciliter leur accès aux centres de services.

Créer des opportunités d'emploi : Nos projets contribuent à créer des opportunités d'emploi à toutes les étapes de leur mise en œuvre et après leur lancement, tels que des emplois pour les ingénieurs, les entrepreneurs, les techniciens et les ouvriers. Cela contribue directement à l'amélioration du niveau de vie de la population, en augmentant les revenus, et à la lutte contre la pauvreté. Ils ont également un impact positif en diminuant le chômage et en réduisant ses taux.

Soutenir le secteur de la santé

pour un citoyen en bonne santé et capable de participer au développement durable

La participation de la BADEA à la fourniture de soins de santé complets aux citoyens des pays bénéficiaires figure en tête de ses priorités, car les êtres humains sont le principal moteur et le noyau de la roue du développement, et les personnes en bonne santé constituent un élément essentiel pour le développement des sociétés, la réduction de la pauvreté et l'atteinte du bien-être.

En 2022, la BADEA a octroyé 42 millions de dollars à l'Ouganda afin de soutenir le secteur de la santé et de renforcer ses moyens et ses capacités à fournir des services abordables et de haute qualité. Nos opérations au profit de ce pays contribuent à améliorer les infrastructures du secteur, à fournir des appareils, des équipements et des médicaments, à qualifier le personnel de santé local, notamment les médecins, les infirmiers et les pharmaciens, et à accroître leurs compétences et aptitudes, en plus de contribuer à créer un environnement approprié pour mener des études et des recherches médicales.



Le projet de construction et d'équipement du Centre Ougandais de cardiologie, dans lequel le nombre d'interventions chirurgicales pour maladies cardiaques devrait atteindre 7 693 d'ici 2030, améliorera l'efficacité des soins de santé pour les patients cardio-vasculaires et réduira le transfert de cas médicaux à l'étranger, rendant ainsi les choses plus faciles pour les patients. Quant au projet de réhabilitation et d'agrandissement de l'hôpital de Bugiri, dont les services bénéficieront à 545 000 citoyens d'ici 2025, il augmentera la couverture des services médicaux du pays, en mettant l'accent sur les soins de santé primaires, en impliquant également les patients, les employés, les entreprises et le secteur de la santé, ce qui a de grands avantages économiques et sociaux.

En 2022, les autorités sanitaires ougandaises ont déclaré une épidémie du virus mortel Ebola. Pour l'aider à résister et à absorber ce choc d'urgence, nous avons accordé 2 millions de dollars à titre de subvention exceptionnelle au gouvernement pour l'aider à arrêter cette épidémie, limiter la propagation de l'infection et éviter qu'elle ne se transforme en une catastrophe économique et sociale qui menace le développement et la stabilité en Afrique de l'Est, et même sur le continent dans son ensemble. La subvention est consacrée à la gestion des cas confirmés et suspects, à l'achat et à la distribution de matériel médical et au renforcement de la préparation au niveau national et dans les zones à haut risque, y compris la formation et l'aide des urgences.

Bâtir des villes et des communautés durables

Côte d'Ivoire

La personne humaine reste au centre de nos préoccupations et l'objectif principal dans chaque opération que nous finançons. La BADEA étudie soigneusement les impacts de ses opérations pour contribuer à l'amélioration de la vie des personnes et leur permettre de remplir au mieux leur rôle dans la société.

L'accès d'une personne à un logement confortable et sûr qui assure la stabilité se situe au sommet de la pyramide des nécessités de la vie. L'un des avantages importants de la construction de logements sociaux est peut-être de garantir le droit humain à une vie décente et à un logement adéquat qui contribue à la jouissance de tous les droits économiques, sociaux et culturels. Les pays cherchent à fournir des logements abordables aux groupes vulnérables, aux revenus limités,

qui ne peuvent pas se permettre un logement privé, en phase avec la culture de la société et exprimant son identité et sa diversité. Dans le même temps, ils cherchent à éviter ou à réduire la dépendance à l'égard de logements primitifs qui mettent la vie des personnes en danger.

C'est ce qui a amené la BADEA à soutenir les efforts visant à mettre en œuvre le pilier fondamental du Plan National de Développement de la Côte d'Ivoire visant à développer l'habitat urbain et rural et à améliorer les conditions de vie de la population, à travers la contribution de la Banque au financement du projet de construction de 7 500 logements sociaux et économiques intégrés pour un montant de 75 millions de dollars.

Le projet de logements économiques en Côte d'Ivoire comprend la construction de 4 320 logements, la construction de routes asphaltées, de réseaux d'eau et d'électricité et la fourniture d'installations de services intégrées, y compris la création de parcs naturels verts et d'espaces de loisirs pour les familles et les enfants. Notre projet devrait permettre à 30 000 citoyens à revenus faibles et moyens d'obtenir un logement décent et abordable, et aider 60% d'entre eux à créer de nouvelles activités commerciales. Il devrait également créer plus de 60 000 opportunités d'emplois directs et indirects.

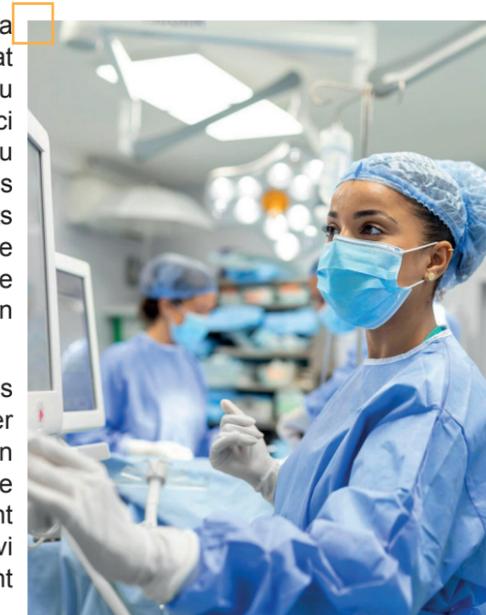
Des solutions de développement complètes et innovantes pour des défis multiples

Les programmes d'appui budgétaire visent à fournir le financement nécessaire pour soutenir les secteurs de services de base et améliorer les services et les rendre accessibles à tous les citoyens. Ces programmes se caractérisent par le fait qu'ils donnent aux pays la possibilité d'orienter le soutien vers différentes priorités dans le même secteur, contrairement aux financements qui sont alloués à un projet de développement qui est consacré à un axe spécifique du secteur de la santé. Par exemple, le soutien au secteur de la santé vise à améliorer les services de santé et à fournir des soins de santé aux citoyens, puisqu'on identifie les entités capables d'utiliser efficacement le soutien et que ces entités s'engagent à atteindre les objectifs et les indicateurs de performance en matière de santé et de services.

Programme d'appui budgétaire au secteur de la santé et de développement des infrastructures - Le Gabon

La BADEA a fourni 50 millions de dollars pour soutenir le budget du secteur de la santé et le développement des infrastructures au Gabon dans le but d'aider l'État à atteindre les objectifs des programmes d'accélération de la transformation du développement d'ici 2023 et les objectifs de la stratégie du Gabon émergent d'ici 2025 en général, et le soutien vise notamment à contribuer à combler le déficit du budget du secteur de la santé. Le programme comprend le développement des infrastructures des hôpitaux et des centres de santé, la fourniture des médicaments et du matériel médical nécessaires, la formation du personnel travaillant en première ligne dans le secteur de la santé et la création d'emplois, afin de permettre à plus de 50 000 citoyens ruraux d'accéder directement aux services de santé de base ou en fournissant des services de télémédecine.

Le programme visera également à développer des moyens de surveillance des indicateurs de l'état de santé des communautés, à accroître leur fiabilité et à améliorer la capacité de détection précoce des épidémies, grâce à un système d'information intégré. Cela augmente les chances d'y faire face et de limiter leur propagation. Le programme contribuera également à améliorer la santé reproductive en fournissant des soins médicaux complets aux femmes enceintes et à leurs fœtus, le suivi et l'information, ce qui devrait réduire le taux de décès pendant l'accouchement d'environ 50 %.



L'éducation est l'un des outils les plus puissants pour lutter contre la pauvreté

Tchad - Gambie - Zanzibar

L'enseignement universitaire dans l'économie du savoir: L'enseignement universitaire est considéré comme une source de main-d'œuvre qualifiée, formée et spécialisée dans la société, car il fournit au marché du travail des jeunes autonomes qui s'adaptent rapidement à la réalité en perpétuelle évolution de la vie. Les opérations de la BADEA pour soutenir le secteur de l'éducation en Afrique en 2022, pour lesquelles un montant de 41 millions de dollars a été alloué, visaient à accroître la qualité de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique, à améliorer l'environnement éducatif et les conditions de travail grâce à la construction de bâtiments et d'installations modernes, fournir des services et accroître les possibilités d'obtention d'une formation universitaire par l'augmentation du nombre de places et de la capacité d'absorption. Nos opérations visaient également à répondre aux besoins des pays et du marché du travail en personnel scientifique spécialisé dans divers domaines.

Le financement de la deuxième phase du projet d'agrandissement et d'équipement de l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies à « Abashi » vise à contribuer à élever le niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et à augmenter la capacité d'absorption de l'institut afin de couvrir la grave pénurie de personnel spécialisé en biomédecine dans les établissements de santé, instituts et facultés de médecine de la République du Tchad.

La BADEA poursuit également ses efforts à l'Université de Gambie pour atteindre 6 001 places académiques supplémentaires afin de répondre à la demande croissante d'enseignement universitaire en République de Gambie et pour contribuer au renforcement des capacités nécessaires pour répondre aux besoins futurs du pays et du marché du travail en personnel scientifique spécialisé dans divers domaines.

Afin de soutenir le développement de l'enseignement supérieur à Zanzibar, la BADEA a tenu à financer l'agrandissement de l'Université d'État de Zanzibar - République de Tanzanie. Le projet vise à améliorer l'environnement et les conditions de travail ainsi que la qualité de l'enseignement à l'université en fournissant des installations modernes, en améliorant les services et en allégeant la pression sur les installations actuelles.



Promotion des opportunités pour les jeunes et les femmes à travers l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises

Soutenir les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes est considéré comme la pierre angulaire du développement économique et social en Afrique, car ce groupe représente plus de 90 % du tissu économique africain. Les enquêtes et consultations approfondies menées par la Banque auprès de tous les acteurs de la scène économique africaine ont montré l'importance primordiale de ces petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat dans la création d'opportunités d'emploi et la réduction de la pauvreté. Cependant, les petites et moyennes entreprises en Afrique sont confrontées à de nombreuses difficultés liées à l'obtention de financement, l'accès aux marchés et la capacité de gérer leurs comptes, la capacité de gérer leurs activités et les autres obstacles auxquels elles sont confrontées. Il était donc nécessaire que tous les acteurs unissent leurs efforts, qu'il s'agisse des gouvernements, du secteur privé, des institutions de financement, des institutions de garantie, des institutions de renforcement des capacités et des institutions d'amélioration de la gestion, pour fournir des solutions intégrées qui permettent aux propriétaires de petites, moyennes et micro-entreprises en Afrique de surmonter toutes les difficultés auxquelles elles sont confrontées et leur permettre de jouer le rôle qui leur est assigné dans l'économie africaine.

La BADEA a lancé une initiative visant à coordonner les efforts et à soutenir l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises en Afrique, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Un des principaux obstacles auxquels font face ces institutions en matière de financement est la question des garanties. Elle a invité tous les fonds de garantie en Afrique et il a été convenu avec ces fonds de mettre en place un mécanisme de garantie conjoint afin de permettre aux petites, moyennes et micro entreprises d'obtenir les garanties nécessaires pour pouvoir emprunter auprès des institutions financières et bancaires.

La BADEA a également coopéré avec l'Institution africaine de renforcement des capacités afin de renforcer les capacités de cet important groupe productif, en particulier ceux gérés par des femmes, afin de leur permettre d'avoir des comptes financiers et que leurs employés soient formés aux systèmes financiers et à la manière de préparer un compte de profits et pertes.

Initiative pour relever les défis de la sécurité alimentaire en Afrique

Convaincue de l'efficacité et de l'importance de l'alliance stratégique pour trouver des solutions efficaces aux multiples défis auxquels le monde en général et l'Afrique en particulier sont confrontés, et dans le cadre d'une réponse rapide aux besoins urgents des pays bénéficiaires, l'auguste Conseil d'Administration a annoncé lors de sa réunion du 16 juin 2022 l'approbation de la BADEA pour participer à l'Initiative du Groupe de Coordination Arabe pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire à laquelle il a consacré 10 milliards de dollars. L'initiative vise notamment à atténuer les effets de l'inflation mondiale et soutenir les efforts des pays pour importer des biens stratégiques et des besoins alimentaires et fournir des intrants de production à court terme. Un appui sera également apporté aux programmes du secteur agricole qui contribuent à augmenter la production et la productivité à moyen et long terme. La BADEA contribue, au sein des institutions du Groupe de Coordination, à hauteur d'un milliard de dollars pour soutenir la sécurité alimentaire en Afrique.





Chapitre 2 ▶

**Accroître l'Efficacité Institutionnelle
pour Renforcer l'Impact
sur le développement**



Accroître l'Efficacité Institutionnelle pour Renforcer l'Impact sur le Développement

Ce chapitre traite des politiques et des mesures pratiques les plus importantes prises par la BADEA au cours de l'année 2022, pour accroître l'efficacité institutionnelle, afin d'améliorer sa capacité à atteindre l'impact de développement attendu de ses interventions dans les pays bénéficiaires. Cela vient renforcer les réalisations tangibles de la BADEA au cours des 49 dernières années, grâce à la saine gestion et au solide soutien de leurs Excellences les Gouverneurs, du Président et des membres du Conseil d'Administration.

1) Augmentation de capital de la Banque



L'une des décisions les plus importantes affectant l'impulsion des activités de la BADEA est sûrement la décision du 7 avril 2022, de l'auguste Conseil des Gouverneurs lors de sa réunion annuelle à Djeddah, au Royaume d'Arabie Saoudite, d'augmenter le capital de la BADEA de 4,2 milliards de dollars à 20 milliards de dollars, soit 367 %.

Cette décision a été approuvée par l'ensemble des actionnaires, c'est-à-dire des dix-huit États membres de la Ligue des États arabes qui ont signé l'accord de création de la BADEA le 18 février 1974. Cette décision indique clairement leur grande confiance dans le fait que la Banque a acquis une position élevée qui la qualifie pour être un partenaire essentiel pour soutenir la coopération économique et technique entre les régions arabe et africaine. Cette augmentation significative de capital permettra l'expansion et la diversification des activités et maximisera leur impacts sur le développement.

2) Cote de crédit



Les efforts inlassables de la BADEA pour obtenir une notation de crédit au niveau des marchés financiers auprès d'institutions de notation internationales prestigieuses ont été couronnés de succès, puisqu'elle a choisi deux agences de notation de crédit de haute réputation internationale pour gérer sa notation de crédit. En février 2022, Moody's Investors Service lui a attribué une note de crédit Aa2 avec une perspective positive, et il s'agit de sa première notation depuis sa création, et en octobre 2022, S&P Global Ratings lui a attribué une note de crédit AA avec une perspective stable.

Ces très bonnes notations confirment que la BADEA bénéficie d'une situation financière saine soutenue par un capital solide, qui a été renforcé par les augmentations récentes, et reflète les améliorations continues de la gestion des risques de la BADEA, l'efficacité du traitement des arriérés de dettes et l'engagement à mettre en œuvre la stratégie de développement 2030. Ces notes importantes renforceront la capacité de la BADEA à mobiliser des ressources financières au niveau des marchés financiers à des prix compétitifs et dans des devises alternatives - en particulier l'euro. Cela lui permettra également d'émettre des garanties fortes pour le développement d'échanges efficaces entre les pays arabes et les pays d'Afrique subsaharienne, qui figurent parmi les marchés prometteurs pour les produits et les exportations arabes.



3) Renforcement de la gouvernance institutionnelle

a) Gestion des risques

La bonne gestion des risques est la base du travail de toute institution de développement bien établie, et pour cette raison, la BADEA adopte une approche globale et intégrée de la gestion des risques en évaluant les risques de manière proactive pour assurer la mise en œuvre de stratégies efficaces qui aident à les atténuer au fur et à mesure et à éviter, autant que possible, tout ce qui peut nuire à sa réputation. Dans le cadre de l'exercice de ses activités, la BADEA peut être exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel.

En 2022, la BADEA a continué à travailler selon un système strict de gestion de ces risques, qui comprend l'adéquation des fonds propres, le cadre de gestion des limites d'exposition, le cadre de gestion de l'actif et du passif et le cadre de gestion du risque opérationnel. Le Conseil d'Administration supervise la gestion des risques par l'intermédiaire de son Comité des Risques, qui approuve les stratégies et les politiques et des directives de gestion, et suit de près la mise en œuvre des activités conformément aux directives de gouvernance des risques. Au cours de l'année les progrès se sont poursuivis dans la mise en œuvre du projet de gestion des risques opérationnels dans toute la BADEA, soutenus par des analyses de risques avancées et des états financiers.

b) Conformité et intégrité

En 2022, l'amélioration des procédures d'intégrité et de conformité de la BADEA lui a permis d'obtenir en octobre 2022 la certification ISO 37000 relative à la gouvernance d'entreprise. La qualité des rapports d'examen, la politique globale de respect des sanctions économiques et la politique de lutte contre les pots-de-vin et la corruption ont été améliorées. Conformément aux normes modernes de gouvernance d'entreprise, un Code d'intégrité et de conformité a été rédigé pour remplacer le Code de déontologie professionnelle.

Et dans le cadre de ses efforts continus d'amélioration, la BADEA a obtenu une excellente note sur la plateforme KYC registry du système SWIFT après avoir rempli toutes les exigences légales de conformité, ce qui est une étape importante pour activer la décision du Conseil d'Administration d'inclure les financements en euro, ce qui nécessite d'entrer en relations d'affaires et d'échange de données avec quelques grandes banques européennes dans le cadre du financement du secteur privé et du commerce extérieur. D'autre part, cette classification augmentera les possibilités d'échange d'informations sur des plates-formes unifiées.

c) Audit interne

En 2022, la Banque a accordé une attention exceptionnelle au renforcement des capacités de l'équipe et du bureau d'audit interne, qui constitue la troisième ligne de défense dans le cadre de la gestion des risques, à travers la formation continue des cadres, en plus de l'échange d'expériences avec des institutions de développement similaires. Le bureau est chargé d'informer le Conseil d'Administration, par l'intermédiaire du Comité d'Audit, par des rapports périodiques, détaillés, sur l'efficacité et l'efficience de la gouvernance de l'institution, de la gestion des risques et de l'efficacité du système de contrôle, et de s'assurer de la sincérité des rapports financiers. Le Comité d'Audit a supervisé le suivi du plan et du rapport du vérificateur externe pour l'année 2022.

d) Transformation numérique

La BADEA a entamé la mise en œuvre d'un plan de transformation numérique pour améliorer la qualité de ses performances. Un plan a été élaboré pour adopter des systèmes numériques qui lui permette de suivre le rythme des technologies bancaires et la disponibilité de technologies de l'information et de systèmes de communication modernes. Ce qui accélère la réalisation des objectifs de la stratégie 2030 et aide à prendre des décisions optimales basées sur les données, rapports et conclusions fournis par les systèmes d'information et la business intelligence. La BADEA poursuit la mise en œuvre de ce plan, en développant ses activités et ses services en ajoutant de nombreuses fonctionnalités techniques innovantes qui permettront aux collaborateurs et aux parties prenantes d'effectuer des transactions de manière rapide, flexible et sécurisée.

4) Renforcement des mécanismes de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation des projets



a) Systèmes d'information géographique

En raison de la difficulté d'accéder à de nombreuses zones dans lesquelles la BADEA finance des projets de développement et de suivre le rythme des évolutions mondiales, un mécanisme numérique a été adopté qui renforce ses capacités de la Banque à suivre la mise en œuvre de ses projets à l'aide de systèmes d'information géographique. A la lumière des leçons tirées de la pandémie de Covid-19, la BADEA a décidé d'accélérer l'utilisation de ce dispositif. Ainsi elle s'est accordée, en 2022, avec l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche sur un projet de mise en place d'une plateforme numérique afin de suivre et évaluer des projets de développement, consistant en une application de suivi de l'avancement des projets, et une application de collecte de données qui fonctionne sur téléphone mobile, une application de mesure de distances et de création de cartes. Au cours de l'année, l'Institut a organisé une formation pour la BADEA sur les technologies de l'information géographique pour les pays en développement afin de renforcer les capacités de ses cadres dans ce domaine.

La plateforme numérique a fait des progrès remarquables, puisque le nombre de projets décrits à travers elle a atteint 50, avec des présentations de haute qualité des informations. Les experts peuvent - actuellement - suivre la mise en œuvre de projets dans plus de 25 pays bénéficiaires en Afrique australe et orientale et en Afrique occidentale et centrale.

b) L'évaluation à postériori

La BADEA est consciente que l'évaluation ex post est essentielle à la bonne gouvernance, et cherche donc à examiner ses opérations pour évaluer leur efficacité et tirer les leçons des expériences passées pour améliorer et développer les politiques, stratégies, programmes et projets futurs. En 2022, la BADEA s'est concentrée sur les résultats et les réalisations pour l'évaluation à postériori, selon les meilleures pratiques dans le domaine du développement économique et humain.

Au cours de l'année, une évaluation à postériori a été menée pour 7 projets dans les secteurs des routes, de la production d'électricité, de l'irrigation, de la protection côtière

et de la santé, qui ont été mis en œuvre au cours des cinq dernières années dans un certain nombre de pays bénéficiaires. Les rapports résument l'impact clair de ces projets sur le développement, qui a été documenté par des visites sur le terrain et des réunions avec les parties prenantes et les bénéficiaires de ces projets. Sur la base des résultats de ces rapports et en application des leçons apprises, la Direction de la BADEA a commencé à mettre en œuvre de nombreuses mesures, y compris l'ajout de la revue financière comme élément de base dans le plan de financement pour tous les projets, et l'augmentation des tâches de supervision des projets en cours de mise en œuvre, afin de réduire les retards de mise en œuvre.

5) Responsabilité sociale, l'environnement et de la gouvernance



La BADEA veille à conformer ses activités aux normes de qualité approuvées au niveau international. En plus du renouvellement des certificats de qualité qu'elle a obtenus précédemment, la Banque a obtenu en 2022 le certificat de qualité du système de gestion de l'environnement. (ISO 14001) afin d'améliorer la qualité environnementale, et un certificat de qualité Management des Systèmes de Responsabilité Sociale (ISO 26000), et le Certificat de Qualité des Systèmes de Gouvernance (ISO 37001), pour compléter les trois piliers du système «Metkal» de durabilité, responsabilité sociale et gouvernance (ESG).

La BADEA accorde une attention particulière à la responsabilité sociale et à la limitation des impacts négatifs sur l'environnement pouvant résulter de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance. Parmi ses réalisations dans ce domaine figure le soutien à la participation de certaines institutions gouvernementales et non gouvernementales des pays bénéficiaires à la Conférence mondiale sur les changements climatiques (COP27) qui s'est tenue à Charm el-Cheikh en novembre 2022, et la participation à l'accueil d'un pavillon spécial dans lequel se sont tenues des séances de discussion sur l'importance de la finance climatique pour les pays africains. Des décideurs dans des institutions internationales et régionales y ont participé.

6) Le capital humain



Au cours de l'année 2022, la Banque a poursuivi ses efforts pour offrir un environnement de travail sain, adapté et attractif à ses ressources humaines, dans le but de retenir et d'attirer les talents appropriés qui contribuent à la réalisation de ses objectifs stratégiques. Dans ce contexte, la Banque a travaillé à moderniser les infrastructures de travail et à développer des systèmes informatiques pour répondre aux besoins de ses employés et faciliter l'exécution efficace de leurs tâches.

En outre, la Banque a cherché à promouvoir une culture de 'apprentissage continu et de développer les compétences de ses employés, en organisant des ateliers spécialisés et des sessions de formation dans divers domaines tels que l'innovation, la gestion de projets, le développement des compétences en leadership et la communication efficace.

ANNEXES



Synthèse des Opérations Approuvées en 2022

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



Le Secteur Public



(en millions de dollars)

Pays/région	Projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Participants au financement	Objectifs	ODDs
Congo Démocratique	Réhabilitation des rues à l'intérieur de la capitale de Kinshasa (phase II)	55,64	50	Le Gouvernement	Développer la capitale, Kinshasa, en reliant directement ses municipalités, en facilitant la circulation, en réduisant les coûts de transport et d'exploitation des véhicules et en améliorant le système d'évacuation des eaux pluviales.	9 et 11
Sierra Léone	Développement des chaînes de valeur du riz	34,13	10	La Banque Islamique de Développement et le Gouvernement	Améliorer la production et la productivité du riz dans la zone du projet et faciliter l'accès aux marchés en investissant dans les infrastructures, soutenir les institutions de recherche et de certification des semences et fournir un accès au financement tout au long de la chaîne.	1,2 et 8
Madagascar	Préparation du pont «Anuzizato» pour l'intersection des routes nationales n° 1 et 58A	28	25,2	Le Gouvernement	Relier les communes urbaines de la capitale au centre-ville, moderniser le réseau routier d'Antananarivo et améliorer les franchissements de la rivière Ikoba.	9 et 11
Sénégal	Réhabilitation urbaine dans quatre villes	28	25	Le Gouvernement	Promouvoir la décentralisation et accroître l'efficacité des infrastructures, en améliorant le niveau d'efficacité des routes dans les communes ciblées, en améliorant leur gestion et en créant un environnement propice pour les activités économiques.	11
Ouganda	Construction et équipement du centre de cardiologie ougandais	73	20	Le Fonds Saoudien de Développement, Le Fonds OPEC pour le Développement International et le Gouvernement	Soutenir la recherche dans le domaine des maladies cardiaques et améliorer l'efficacité des soins de santé pour les patients cardio-vasculaires.	3

Le Secteur Public (suivi)

(en millions de dollars)

Pays/région	Projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Participants au financement	Objectifs	ODDs
Rwanda	Aménagement de la route Nyasonga-Mokoto	71	18	Le Fonds Saoudien de Développement, Le Fonds OPEC pour le Développement International et le Gouvernement	Renforcer la connectivité entre la capitale, Kigali, et la Province du Nord pour soutenir les activités agricoles, minières et touristiques, et réduire les embouteillages pour faciliter la circulation et le transport des passagers et des marchandises.	9 et 11
Sierra Léone	Construction de la route Tekenko-Petma-Matrujong (tronçon : Tekenko-Petma)	30	25	Le Gouvernement	Contribuer à la construction du réseau routier national et régional reliant la Sierra Leone et le Libéria de manière à renforcer le commerce local et régional, à faciliter l'accès aux zones touristiques et à réduire les coûts de transport.	1,8 et 9
Tchad	Agrandissement et équipement de l'Institut Supérieur des Sciences et Techniques « Babashi » (Phase II)	23,5	12	Le Fonds OPEC pour le Développement International et le Gouvernement	Contribuer à élever le niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et à augmenter la capacité d'absorption de l'institut afin de combler le manque de personnel spécialisé en biomédecine dans les établissements de santé, les instituts et les facultés de médecine.	2 et 4
Gambie	Université de Gambie (deuxième phase)	24	16	La Banque Islamique de Développement et le Gouvernement	Fournir 6 001 places académiques supplémentaires pour répondre à la demande croissante d'enseignement universitaire et contribuer à répondre aux besoins futurs du pays et du marché du travail en personnel scientifique spécialisé dans divers domaines.	4,5 et 9
Ouganda	Projet de réhabilitation et d'agrandissement de l'hôpital Bujery	22	20	Le Gouvernement	Soutenir la politique du gouvernement visant à étendre la couverture des services médicaux et contribuer au renforcement du système de santé en améliorant les fonctions et l'efficacité des infrastructures de santé et des services logistiques à l'hôpital.	1 et 3

Le Secteur Public (suivi)

(en millions de dollars)

Pays/région	Projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Participants au financement	Objectifs	ODDs
Tanzanie	Agrandissement de l'Université d'État de Zanzibar	14,9	13,4	Le Gouvernement	Soutenir l'amélioration de l'enseignement supérieur à Zanzibar et améliorer l'environnement et les conditions de travail ainsi que la qualité de l'enseignement à l'université en fournissant des installations modernes, en améliorant les services et en allégeant la pression sur les installations.	4 et 5
Sénégal	Autoroute Dakar - Saint Louis (Partie 2)	80	65	Le Fonds Koweitien pour le Développement arabe et le Gouvernement	Améliorer les conditions de vie des habitants de la zone du projet en réduisant les temps de transport vers les principales villes de la côte nord du pays, en améliorant la sécurité routière, en augmentant la production agricole et la pêche, en développant le tourisme et en créant des opportunités d'emplois temporaires et permanents.	9
Régional (8 pays)	Programme de la BADEA pour appuyer l'augmentation du Capital de la Banque Ouest Africaine de Développement	400	(80 par an durant 5 ans)	-	Soutenir la capacité de financement de la Banque en accordant des prêts aux pays bénéficiaires pour couvrir leurs contributions aux augmentations de capital, et soutenir la BADEA dans la réalisation des objectifs de sa stratégie 2030 en bénéficiant des institutions de développement opérant en Afrique.	1,2, 6,8,9 et 13
Gabon	Programme d'appui budgétaire au secteur de la santé et de développement des infrastructures	50	50	-	Soutenir le budget de l'État pour atteindre les objectifs du Programme d'accélération de la transformation à l'horizon 2023 et les objectifs de la stratégie émergente du Gabon à l'horizon 2025, et contribuer au renforcement de la résilience du secteur de la santé en développant ses infrastructures.	3 et 9

Le Secteur Public (suivi)

(en millions de dollars)

Pays/région	Projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Participants au financement	Objectifs	ODDs
Cote d'Ivoire	Réalisation de 7 500 logements sociaux et économiques	289	75	Le Gouvernement et autres bailleurs	Mettre en œuvre le pilier fondamental du plan national de développement visant à améliorer l'habitat urbain et rural et à améliorer les conditions de vie des habitants des grandes villes à travers la construction de logements sociaux et économiques pour les groupes vulnérables et à faible revenu.	10 et 11
Régional	Programme d'appui au développement en Afrique orientale et australe à travers deux prêts pour la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (TDB) et le Fonds de commerce et de développement (TDF)	60	60	-	Promouvoir la croissance économique et créer des opportunités d'emploi dans les pays membres du Groupe de la Banque en apportant un soutien financier à un certain nombre de petites et moyennes entreprises de la région et en soutenant les opérations d'assistance technique dans les domaines des infrastructures, du climat et de la santé en coopération avec des partenaires actifs.	2 et 8

Le Secteur Privé



Pays/région	Opération	Prêt de la BADEA	Objectifs	ODDs
Sénégal	Crédit conjoint pour la construction et le développement d'une centrale électrique	31 millions d'euros	Contribuer à l'augmentation de la productivité de l'énergie électrique du pays et à l'extension du réseau d'interconnexion électrique à grande échelle et l'amélioration de sa qualité, ce qui conduira au développement des secteurs de l'industrie, des services, de la santé et de l'éducation.	3,4,7 et 9
Régional	Prêt de crédit pour une institution privée opérant dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)	40 millions de dollars	Financer des projets du secteur privé dans les pays de la Communauté en rétrocédant les ressources du prêt de crédit par l'institution concernée aux bénéficiaires de petites et moyennes entreprises.	8 et 17

Le Secteur Privé (suivi)

Pays/région	Opération	Prêt de la BADEA	Objectifs	ODDs
Rwanda	Prêt de crédit en faveur d'une banque locale	30 millions de dollars	Aider la banque à continuer à soutenir ses clients d'entreprises et d'institutions du secteur privé dans le pays et créer de nouvelles opportunités d'emploi dans divers domaines financés par la banque.	8 et 17
Angola	Prêt de crédit en faveur d'une entreprise de raffinage de pétrole (Phase I)	40 millions de dollars	Transférer la technologie et les compétences liées au raffinage et à la fabrication de dérivés pétroliers aux travailleurs locaux, augmenter l'emploi local et améliorer la balance des paiements et l'endettement du pays en réduisant la facture des importations pétrolières.	8 et 9
Congo	Prêt de crédit en faveur d'une banque locale	10 millions d'Euros	Renforcer la capacité de la banque concernée à accompagner ses clients d'entreprises et d'institutions du secteur privé dans le pays et créer de nouvelles opportunités d'emploi dans divers domaines financés par la banque	8 et 17
Régional	Prêt de crédit en faveur d'un groupe bancaire régional	40 millions de dollars	Renforcer la capacité du groupe bancaire concerné à accompagner ses clients d'entreprises et d'institutions du secteur privé en Afrique Subsaharienne et créer de nouvelles opportunités d'emploi dans divers domaines financés par le Groupe bancaire.	8 et 17
Régional	Prêt de crédit pour une banque d'investissement de développement en Afrique de l'Ouest	40 millions de dollars	Soutenir le Programme régional de financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des clients des banques commerciales et des petits et moyens projets dans la région ouest-africaine, en accordant un prêt à la banque concernée, qui rétrocède à son tour ses ressources à ces entités.	8 et 17
Ouganda et Tanzanie	Crédit garanti et conjoint à long terme, en coopération avec la Banque Islamique de Développement pour financer un projet stratégique	100 millions de dollars	Dans l'intérêt des deux pays, le prêt permettra de fournir au Trésor public d'importantes recettes fiscales et dividendes, la création d'emplois et la formation des travailleurs locaux dans les domaines techniques pour renforcer leurs capacités et leurs compétences aux industries et aux projets.	8,9 et 17

Le Secteur Privé (suivi)

Pays/région	Opération	Prêt de la BADEA	Objectifs	ODDs
Cote d'Ivoire	Prêt de crédit en faveur d'une banque commerciale d'investissement	30 millions d'Euros	Renforcer la capacité de la banque concernée à continuer à accompagner ses clients d'entreprises et d'institutions du secteur privé du pays, et lui fournir des ressources supplémentaires pour financer le programme de logement social et d'autres secteurs prioritaires.	8 et 11
Ouganda	Prêt de crédit en faveur d'une banque régionale dans la région de l'Afrique de l'Est	50 millions de dollars	Renforcer la capacité de la banque concernée à continuer à accompagner ses clients d'entreprises et d'institutions du secteur privé dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est. L'opération est compatible avec l'orientation stratégique de la BADEA en matière de soutien aux PME et au secteur privé.	8 et 17

Financement du Commerce

Pays/région	Opération	Prêt de la BADEA	Objectifs	ODDs
Sénégal	Une ligne de financement pour promouvoir et escompter des lettres de crédit en faveur d'une banque locale	30 millions d'Euros	Renforcer les relations commerciales entre les pays arabes et africains, développer les échanges intra-africains et fournir des ressources financières supplémentaires à la banque locale bénéficiaire, dans le cadre de ses efforts de soutien aux petites et moyennes entreprises.	8 et 17
Guinée	Une ligne de financement pour des entités souveraines	55 millions de dollars	Renforcer les relations commerciales entre les pays arabes et les pays africains, et contribuer à assurer la sécurité alimentaire de l'État de Guinée et de la population, en finançant le secteur agricole.	2, 8 et 17
Egypte	Ligne de financement pour une banque commerciale locale	60 millions de dollars	Encourager et renforcer les échanges commerciaux arabo-africains et élever le niveau des partenariats économiques entre l'Égypte et les pays d'Afrique subsaharienne en développant les relations commerciales existantes.	8 et 17

Financement du Commerce (suivi)

Pays/région	Opération	Prêt de la BADEA	Objectifs	ODDs
Tanzanie	Ligne de financement pour une banque commerciale locale	50 millions de dollars	Développer le commerce et renforcer les échanges commerciaux entre les régions arabes et africaines, et promouvoir les produits arabes, ce qui favorise leur accès à de nouveaux marchés en Afrique.	8 et 17
Kenya	Une opération de financement du commerce au profit d'instances souveraines en coopération avec la Banque du Commerce et du Développement	200 millions de dollars	Renforcer les échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine, promouvoir les produits arabes pour faciliter leur accès à de nouveaux marchés en Afrique et renforcer la coopération avec la Banque de commerce et de développement.	8 et 17
Malawi	Une ligne de crédit renouvelable au profit d'une entreprise gouvernementale	50 millions de dollars	Diversifier le portefeuille de financement et se développer dans la région de l'Afrique australe à travers le portail du Malawi, contribuer à l'encouragement des exportations arabes et la fourniture de produits stratégiques au bénéficiaire et la création d'opportunités d'emploi dans le pays.	8, 9 et 17
Ghana	Une ligne de financement conjointe au profit d'une institution gouvernementale	100 millions de dollars	Développer de nouvelles opportunités de financement dans le domaine du commerce, soutenir un secteur stratégique du Ghana considéré comme l'un des principaux produits d'exportation, soutenir l'économie du pays en garantissant l'obtention de précieuses ressources en devises et contribuer au développement de chaînes de valeur ajoutée pour les produits stratégiques.	1, 8, 9 et 17
Gambie	Une ligne de financement pour des entités souveraines	50 millions de dollars	Promouvoir la croissance économique en fournissant des biens et matériaux de base, en améliorant les échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine, en promouvant les produits arabes, en positionnant la Banque comme partenaire financier pour la région de l'Afrique de l'Ouest et en diversifiant le portefeuille de financement du commerce.	2, 8 et 17
Côte d'Ivoire	Ligne de crédit pour une banque commerciale régionale	90 millions de dollars	Encourager le commerce intra-africain, encourager les exportations arabes et diversifier les opérations et produits de financement de la BADEA	8 et 17

Renforcement des capacités



Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Financement du programme de l'alliance pour combattre la cécité évitable (deuxième génération)	Renforcer le système de soins de santé oculaire dans les pays bénéficiant de l'opération, en finançant des campagnes médicales, en fournissant du matériel médical et en développant les capacités des agents de santé oculaire.	3
Gambie	Contribution à la réhabilitation des mangroves pour préserver l'environnement	Plantation de 40 000 mangroves dans les villages de « Sentit et Ilyassa » en Gambie rurale et réhabilitation de certaines forêts communautaires en plantant 1 000 arbres rares et menacés en raison d'abattages sauvages, en plus de planter des arbres fruitiers dans la région de « Kiba Urunding ».	2 et 13
Seychelles	Fourniture des services d'un expert pour appuyer le Ministère des finances, de la planification économique et du commerce	Aider le gouvernement des Seychelles à mobiliser les ressources financières nécessaires pour les projets du Plan stratégique et de la Vision 2033 de l'État, à gérer les projets de développement en cours et à transférer les connaissances aux employés locaux.	1 et 8
Tanzanie	Financement d'un programme de formation du personnel du Ministère des finances et du plan	Soutenir la bonne gouvernance et améliorer les méthodes de collecte des recettes publiques, en formant les cadres du ministère dans les domaines du leadership stratégique, des compétences administratives, de la planification de la gestion des actifs physiques et des compétences en gestion de projet.	17
Régional	Contribution au financement de la Conférence mondiale sur le changement climatique (COP27)	Établir des mécanismes de mise en œuvre et d'activation de l'Accord de Paris sur le climat en signant des accords et des projets concrets dans le domaine du développement durable et en approfondir la discussion sur des sujets importants tels que l'énergie, l'agriculture et l'eau, et en mobiliser des ressources auprès des donateurs.	13

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Contribution au financement de la Conférence et de l'Exposition internationale sur les petites et moyennes industries	Offrir l'occasion d'échanger des expériences arabes et africaines, d'examiner les principales questions liées aux petites et moyennes entreprises et à l'entrepreneuriat, et de discuter de la façon de surmonter les répercussions de la pandémie de Covid-19 en élaborant des plans de relance.	8 et 9
Régional	Contribution au financement du Forum international de l'investissement pour les entrepreneurs 2022	Échanger les meilleures pratiques et expériences internationales sur les moyens de développer des systèmes pour libérer l'initiative des femmes et des jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation, et établir des liens et des partenariats d'investissement et commerciaux entre des entrepreneurs du monde entier.	8 et 9
Kenya	Appui institutionnel au secteur de la santé pour faire face à la pandémie de Covid-19	Aider le gouvernement à réhabiliter et développer les infrastructures d'équipement et de fournitures médicales pour 10 centres de santé, afin de leur permettre de fournir des services médicaux adaptés à la pandémie et à d'autres maladies.	3
Nigéria	Contribution au financement d'un programme pour les jeunes entrepreneurs	Soutenir un certain nombre de jeunes entrepreneurs dans le domaine des petites et micro-entreprises en leur fournissant le financement et la formation nécessaires pour développer leurs compétences. Le programme contribue à créer un environnement qui aide à la transformation économique du pays.	8 et 9
Côte d'Ivoire	Financement du projet pilote de culture de légumes	Aider les petits exploitants agricoles du district de Zanzan à accroître leur production grâce à la bonification des terres et à l'introduction de techniques agricoles modernes ; parvenant ainsi à une sécurité alimentaire durable, en améliorant le niveau de vie et en réduisant les taux de pauvreté.	1 et 2

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Nigeria	Échange de connaissances et d'expériences entre le Soudan et le Nigeria Pour soutenir le secteur agricole dans l'État de Bornou	Contribuer à la réalisation des directives stratégiques du gouvernement de l'État de Bornou, qui vise à restaurer la prospérité de l'État, à développer la culture du blé, à créer un environnement propice à l'amélioration du rendement de la gomme arabique et des palmiers dattiers et à revitaliser le secteur de l'élevage, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des jeunes, y compris des femmes.	1 et 2
Régional	Parrainage de la sixième édition du Forum africain des entreprises et de la responsabilité sociale	Contribuer au sponsoring du Forum dans sa sixième édition, qui vise à échanger les meilleures pratiques dans le domaine de la responsabilité sociale entre les entreprises africaines, et motiver ces entreprises à devenir leaders dans ce domaine.	17
Régional	Parrainage d'un événement accompagnant le Forum du sommet des présidents exécutifs africains 2022	Présentation du programme de la BADEA pour le financement du secteur privé, qui contribue à élargir la base des bénéficiaires de son financement et à atteindre ses objectifs d'amélioration du secteur privé en Afrique et de renforcement des partenariats entre les institutions économiques africaines.	17
Régional	Parrainage du deuxième forum africain du journalisme économique et financier	Renforcer le rôle de la presse de développement en Afrique en renforçant les capacités et les connaissances des journalistes africains, pour leur permettre de traiter de manière professionnelle et efficace avec les questions de développement qui posent des défis majeurs pour l'avenir du continent.	17
Côte d'Ivoire	Contribution au financement de la Conférence des parties des unies sur la lutte contre la désertification	Conclure un accord inter-gouvernemental sur les objectifs stratégiques pour l'utilisation et la gestion durables des terres afin d'assurer l'épanouissement de la nature et des écosystèmes, et examiner les lacunes critiques dans la gestion et la planification des terres et les mesures à prendre pour lutter contre la désertification.	13

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Contribuer à couvrir les frais de participation des africains à la Conférence internationale sur les zones franches	Échanger les meilleures pratiques entre les membres des organisations de zones franches et d'éminents participants du monde entier, sensibiliser le public au rôle des zones franches et à leur contribution à la croissance économique, et partager une vision large sur les questions critiques affectant les zones franches.	9
Régional	Contribution au financement du Forum des agences de promotion des investissements pour certains pays africains dans le cadre de la dix-septième exposition de l'OCI	Échanger des expériences sur l'attraction des investissements directs étrangers, examiner les incitations et les obstacles pour les États membres de l'OCI et soutenir les agences de promotion des investissements des États membres pour surmonter les effets de la pandémie de Covid-19.	17
Ouganda	Financement d'un projet pilote pour l'autonomisation économique de familles rurales	Développer un modèle d'autonomisation économique pour les communautés rurales de la région de Luabeng en Ouganda, en fournissant des intrants de production agricole de haute qualité, en fournissant des services de vulgarisation utilisant une technologie appropriée et en améliorant la valeur ajoutée des produits locaux pour obtenir un avantage concurrentiel comparatif sur le marché.	1, 2 et 8
Ghana	Appui au Programme d'entrepreneuriat des jeunes	Créer un environnement stimulant qui soutient la création et la croissance d'entreprises dirigées par des jeunes et des femmes en favorisant les idées commerciales créatives et innovantes et améliorer l'accès au financement et aux marchés. Les femmes représentent 65% des bénéficiaires ciblés.	8
Régional	Organisation d'un programme de visites d'information au siège de la BADEA	Présentation de la stratégie 2030 de la BADEA et des mécanismes de financement des opérations des secteurs public et privé, du financement du commerce et des subventions, afin de renforcer la communication entre la BADEA et les bénéficiaires de ses financements et ses partenaires d'origine, dans le but de réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique et des objectifs de développement durable.	17

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Benin	Appui institutionnel au Fonds d'investissement arabo-africain	Renforcer les capacités professionnelles du personnel du Fonds et permettre à ce dernier de mieux accomplir ses tâches en renforçant son infrastructure numérique, en acquérant des plateformes informatiques et en fournissant des services de consultant spécialisé dans le domaine des systèmes d'information.	8
Régional	Contribution au parrainage du Forum africain des petites et moyennes entreprises	Renforcer le rôle de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, qui constituent un secteur moteur du développement économique en Afrique, et œuvrer à les relier à la BADEA afin de les faire bénéficier des allocations qu'elle a prévues pour ces domaines dans son huitième plan quinquennal (2020-2024).	8
Régional	Contribution au financement du programme de visite d'information des pays du G5 Sahel au siège de la BADEA	Présentation de la stratégie 2030 de la BADEA et des mécanismes de financement des opérations des secteurs public et privé, du financement du commerce et des subventions, afin de renforcer la communication entre la BADEA et les bénéficiaires de ses financements et ses partenaires d'origine, dans le but de réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique et des objectifs de développement durable.	17
Régional	Contribution au financement du de la Sixième semaine de l'Industrialisation du groupe de l'Afrique australe	préparer l'environnement nécessaire pour la création d'opportunités dans le domaine industriel qui stimulent le commerce et les investissements et soutiennent le partenariat entre les secteurs public et privé dans les pays africains et renforcer l'industrie à travers la transformation des ressources naturelles et la transformation des produits agricoles et des minerais.	9
Régional	Contribution du parrainage du Forum d'Égypte pour la coopération internationale et le financement du développement	Présenter des modèles de développement réussis entre les ministres des finances et les ministres de l'environnement des pays arabes et africains pour construire des ponts de communication, souligner les besoins de l'Afrique pour d'agenda climatique en déterminant le soutien nécessaire aux pays et faire mieux connaître le rôle central que joue la BADEA dans la coopération entre les pays arabes et africains et ses mécanismes de financement pour le secteur privé.	17

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Organisation d'un atelier sur les défis de l'Afrique à la lumière des mutations économiques et de la stratégie 2030 de la BADEA	Explorer des visions et des points de vue sur les répercussions des changements économiques actuels sur l'avenir de l'économie en Afrique, et développer une méthodologie innovante pour aligner le cadre stratégique de la Banque avec les besoins et les requêtes des pays bénéficiaires pour contribuer efficacement au développement durable.	17
Zambie	Financement d'un projet de fourniture d'électricité avec un système d'énergie solaire pour plusieurs camps de réfugiés	Fournir de l'énergie électrique grâce à l'énergie solaire aux installations sociales des camps de réfugiés de Mantapala, Mihiba et Mayukwaikwa afin d'améliorer le niveau de vie, de développer les services, d'éclairer les voies publiques et d'augmenter le taux d'accès à l'électricité.	3, 4 et 7
Régional	Appui institutionnel au Centre africain de management et de formation des cadres	Doter les salles de classe du centre de technologies modernes pour l'enseignement à distance et activer les étapes de développement d'une filière de finance islamique pour préparer des cadres africains capables de répondre aux besoins urgents dans le domaine de la banque islamique.	17
Régional	Financement de la préparation d'une étude sur les perspectives et les enjeux du commerce entre les pays africains et arabes	Présenter la réalité actuelle de la situation du commerce entre les pays africains et les pays arabes, identifier les obstacles les plus importants et les moyens de les surmonter, et construire un cadre stratégique intégré pour les interventions de la BADEA dans le domaine de la promotion du commerce entre les deux régions.	17
Sénégal	Financement d'un projet pilote de développement des filières agricoles et d'appui à l'entrepreneuriat dans la région «Toul Abi Niassi»	Développer les filières agricoles des légumes et de la volaille et soutenir l'entrepreneuriat à valeur ajoutée, sur une superficie de 5,20 hectares de terres agricoles dans la région de Toul Abi Niassi.	1, 2 et 8
Niger	Contribution à l'organisation d'une table ronde pour les bailleurs de fonds	Mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre les projets inclus dans le plan de développement économique et social de la République du Niger (2022-2026), attirer le soutien des financiers et vérifier leur engagement à contribuer à la mise en œuvre dudit plan.	1 et 2

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Financement d'un programme de développement des capacités de certains pays africains dans le domaine des risques climatiques	Développer les capacités de 210 cadres de 6 pays africains dans le domaine des risques climatiques, dans le but de renforcer les capacités de ces pays à planifier et se préparer à faire face aux phénomènes climatiques extrêmes, aux catastrophes naturelles et aux épidémies.	13
Régional	Contribution au parrainage du Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique	Mettre en lumière l'importance de l'industrialisation pour réaliser la croissance économique du continent en prenant des décisions sur le renouvellement du cadre d'industrialisation continental et en s'accordant sur les politiques et procédures d'investissement et développer les chaînes de valeur industrielles régionales pour intensifier la fabrication et créer des emplois.	9
Régional	Contribuer au sponsoring des activités de la ligne verte numérique quadrimensionnelle	Développer des chaînes d'approvisionnement de production respectueuses de l'environnement et utiliser des sources d'énergie pour améliorer la capacité technologique, augmentant ainsi la productivité et créant de la valeur ajoutée.	9
Régional	Services d'un consultant pour la préparation d'un plan visant à créer le Fonds africain pour le renforcement de la résilience et l'adaptation aux catastrophes et crises naturelles	La création du Fonds vise à concevoir un système prenant en compte les risques climatiques et de catastrophes naturelles dans les pays africains. Ses tâches sont de sauver des vies, de fournir des moyens de subsistance et de gérer l'écosystème.	13
Ouganda	Appui d'urgence pour faire face au virus Ebola	Aider le gouvernement à limiter la propagation du virus Ebola, en utilisant la subvention pour gérer les cas confirmés et suspects du virus, acheter et distribuer du matériel médical et de soins aux patients, en plus de la formation et du soutien d'urgence.	3
Régional	Contribution à l'organisation du Forum pour la réduction des risques d'investissement et du commerce pour les micro et petites et moyennes entreprises	Trouver des solutions réalisables pour réduire les risques d'investissement et du commerce auxquels sont confrontées les MPME, libérer l'énorme potentiel de ces institutions et les impliquer dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.	1, 2 et 8

Renforcement des capacités (suivi)

Le pays/région	Opération	Objectifs	ODDs
Régional	Concours Océan (Abidjan Océan Hackathon 2022)	Exploiter les données écologiques disponibles sur les océans pour concevoir des solutions pratiques visant à maximiser les ressources océaniques, à protéger leur environnement et à faire connaître le potentiel de l'économie bleue durable et inexploitée.	11, 13 et 14
Régional	Participation au parrainage de la semaine internationale de l'entrepreneuriat	Discuter des opportunités et des défis et fournir des recommandations sur les politiques concernant l'entrepreneuriat des MPME en général, et les défis auxquels la Zambie est confrontée en particulier.	8 et 9
Régional	Parrainage de l'assemblée générale annuelle du Forum régional des universités africaines pour le renforcement des capacités agricoles	Explorer les moyens de renforcer la coopération entre les pays dans le domaine de l'enseignement supérieur de l'agriculture et du développement agricole, apprendre à exploiter les technologies numériques pour l'enseignement, la recherche et l'apprentissage, et mettre en valeur les contributions de la BADEA dans le soutien au Forum régional des universités africaines.	1 et 2





www.badea.org
badea@badea.org

[@BADEAbank](#)